

Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

N° 146 - Statistiques au 31/03/2011



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;
- Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du réescompte des crédits bancaires consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...);
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	9
1mexes	/
Méthodologie	9
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	11
1.1 La masse monétaire	11
1.2 La circulation fiduciaire	12
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	12
2. Les avoirs financiers des agents économiques	13
2.1 Les avoirs des ménages	14
2.2 Les avoirs des sociétés	15
2.3 Les avoirs par nature	17
3. L'endettement des agents économiques	18
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	22
4. Le financement des crédits bancaires	24
4.1 L'équilibre emplois- ressources	24
4.2 Le réescompte	24
5. Les engagements sectoriels	25
6. Les indicateurs de vulnérabilité	27
7. Les échanges de valeurs	27
8. Rappel des taux	27
8.1 Les taux règlementés	
	27
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	28
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	
	28

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie en début d'année, dans le sillage de la croissance rapide des pays émergents. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences, tensions inflationnistes et resserrements monétaires, risquent de peser sur la reprise actuelle.

Au premier trimestre, la croissance américaine s'est ralentie, à 0,4 %, après trois trimestres consécutifs de progression, malgré une politique économique demeurant très expansionniste. Les conditions du marché du travail s'améliorent et la situation financière des entreprises s'est redressée, mais le désendettement des ménages n'est pas achevé et le secteur immobilier est toujours sinistré.

En Asie, la situation économique du Japon reste incertaine après le séisme du 11 mars 2011. Le PIB a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre une politique macroéconomique accommodante et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche au premier trimestre 2011 un rythme de croissance du PIB de 8,4 %, plus modéré qu'en 2010, sous l'effet du resserrement monétaire et du contexte international moins porteur.

La reprise s'est confirmée dans la zone euro au cours du premier trimestre, mais reste fragilisée par la crise de la dette souveraine. La croissance du PIB, à 0,8 %, a plus que doublé par rapport au trimestre précédent. La reprise reste contrastée d'un pays à l'autre. Les conditions économiques, satisfaisantes notamment en Allemagne et en France, se sont détériorées dans les pays périphériques, particulièrement en Espagne et en Italie.

Le 11 mars, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé de renforcer le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés économiques - à 440 milliards d'euros. D'autres mesures, dont les aspects techniques seront précisés ultérieurement, ont également été annoncées à cette date (principe d'un « Pacte pour l'euro », augmentation à 500 milliards d'euros du montant des prêts pouvant être accordés par le mécanisme européen de stabilité (MES), qui remplacera le FESF en 2013, allongement de la durée des prêts octroyés à la Grèce et réduction des

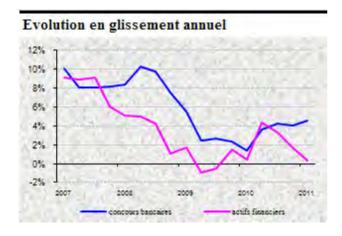
taux d'intérêts y afférents). Le Portugal, le troisième pays à bénéficier d'un soutien financier après la Grèce et l'Irlande, s'est vu accorder en mai une nouvelle aide financière de 78 milliards d'euros.

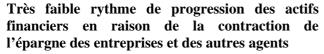
L'envolée du cours des matières premières et des prix alimentaires s'est poursuivie, alimentée par les tensions dans les pays arabes, la reprise économique mondiale et un niveau élevé de la demande dans les pays émergents. Ainsi, le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record en avril 2011 dépassant la barre des 120 dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2010. Les tensions inflationnistes s'accentuent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise.

Dans ce contexte, qui ravive la hausse de l'inflation dans la zone euro (2,6 % en mars 2011, alors que l'objectif de la BCE est de « maintenir l'inflation à des taux inférieurs, mais proches de 2 % à moyen terme »), la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur, qu'elle avait maintenu depuis deux ans à un niveau historiquement bas de 1 %, pour le porter à 1,25 %. Cette décision pourrait marquer le début d'un cycle de resserrement monétaire. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le contraste entre la Réserve fédérale, qui conserve une politique monétaire accommodante et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours du premier trimestre. La parité EUR/USD est ainsi passée de 1,32 en décembre 2010 à 1,40 en moyenne en mars 2011.

La morosité de la conjoncture économique polynésienne affecte l'activité des banques locales

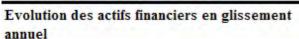
En Polynésie française, la persistance d'une conjoncture économique dégradée au premier trimestre 2011 impacte l'activité des banques. D'une part, la collecte de dépôts n'a cessé de ralentir, témoignant des tensions de trésorerie des agents économiques. D'autre part, si l'encours brut des crédits continue de progresser, le rythme de croissance de l'encours sain demeure peu soutenu, en raison d'une production de crédits atone et du déclassement des créances. **Tandis** dégradation de la situation financière des agents économiques s'est poursuivie, les établissements de crédit sont confrontés à une forte augmentation de l'encours des créances douteuses.

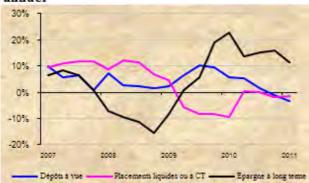




Au 31 mars 2011, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élevait à 480,2 milliards de F CFP. L'encours global s'est replié de 1,6 % sur les trois derniers mois et n'a crû que de 0,4 % par rapport à mars 2010. En glissement annuel, le rythme de croissance des avoirs financiers a sensiblement ralenti par rapport aux trimestres précédents¹. Leur progression s'explique surtout par le dynamisme des produits d'épargne à long terme, collectés localement et orientés sur des placements extérieurs. Ces derniers se sont inscrits en hausse de 2,3 % sur le trimestre et de 11,5 % sur l'année.

Par ailleurs, les actifs financiers hors zone d'émission ont progressé de 8,4 % en rythme annuel tandis que les dépôts locaux se sont contractés de 1,4 %.





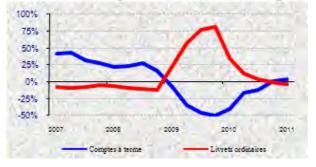
Au premier trimestre 2011, les avoirs financiers des ménages ont augmenté de 2,2 % en rythme annuel, après avoir enregistré + 3,2 % en décembre 2010.



Cette orientation haussière résulte essentiellement de la progression de l'épargne à long terme (+ 2,7 % sur le trimestre et + 13,1 % sur l'année), notamment les contrats d'assurance-vie (+ 2,8 % en trois mois, + 17,2 % en un an) et, dans une moindre mesure, les plans d'épargne logement (+ 6,5 % sur trois mois et + 9,3 % en glissement annuel).

A la faveur d'une remontée perceptible des taux depuis le second semestre 2010, les comptes à terme des ménages ont augmenté de 3,3 % en glissement annuel. A l'inverse, leurs comptes sur livrets, dont le taux de rémunération s'est révélé moins attractif, se sont contractés de 2,8 % par rapport à mars 2010. Quant aux dépôts à vue des ménages, ils ont progressé de 1,1 % sur l'année.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



L'encours des dépôts des sociétés a affiché une baisse de 2,3 % en rythme annuel, après plusieurs trimestres de croissance, en lien avec la forte contraction de leurs comptes à vue (- 14,6 % en trois mois et - 11,7 % en un an). Le repli des dépôts à vue résulte, d'une part, des tensions de trésorerie éprouvées par les sociétés dont les carnets de commande peinent à se remplir, et d'autre part d'arbitrages opérés en faveur des comptes à terme (+ 10,3 % sur le trimestre et + 22,3 % en rythme annuel).

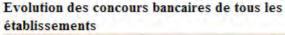
 $^{^{1}}$ +4,4 % en juin 2010, +3,3% en septembre et +1,7 % en décembre.

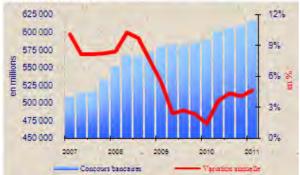


S'agissant des autres agents, leurs avoirs monétaires se sont orientés en baisse de 6,1 % par rapport à mars 2010, en lien avec la forte diminution de leurs comptes à terme (-23,8 %).

Contraction de l'encours sain des crédits aux entreprises et aux ménages

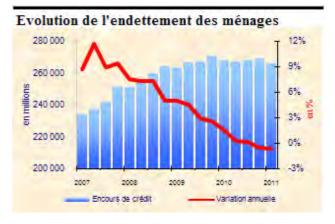
Au premier trimestre 2011, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'est élevé à 615,7 milliards de F CFP, en hausse de 4,6 % en glissement annuel. Pour sa part, l'encours sain des agents économiques polynésiens a connu une hausse plus modérée, de l'ordre de 1,3 %.





L'encours des crédits aux ménages s'est établi à 265,7 milliards de F CFP au 31 mars 2011. En glissement annuel, leur encours sain s'est inscrit en repli pour le deuxième trimestre consécutif, enregistrant - 0,7 % à fin mars (-0,6 % à fin décembre 2010). Cette évolution découle conjointement d'une baisse tendancielle de la production de crédit auprès de cette clientèle et d'une forte progression du déclassement des créances impayées.

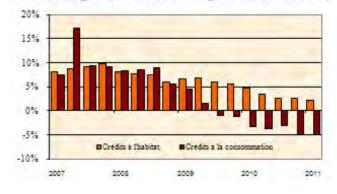
¹ Le taux de croissance annuel de l'encours sain des crédits aux ménages n'a cessé de ralentir depuis deux ans.



Les crédits à l'habitat des ménages (62 % de leur endettement) sont restés stables au cours du premier trimestre 2011 (-0,1 %). En glissement annuel, leur encours a continué de progresser (+2,2 %), soutenu par la mise en œuvre en septembre 2010 d'un nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers². Néanmoins, leur rythme de croissance connaît un ralentissement depuis plusieurs trimestres.

Pour sa part, l'encours des crédits à la consommation a enregistré une forte diminution en début d'année 2011, -3,3 % sur le trimestre et -5,1 % sur l'année, à rapprocher notamment d'un marché de l'emploi toujours en repli³.

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Les crédits aux entreprises se sont élevés à 189,8 milliards de F CFP. Si leur encours a augmenté de 1 % par rapport à décembre 2010, il s'est inscrit en retrait de 0,9 % en un an.

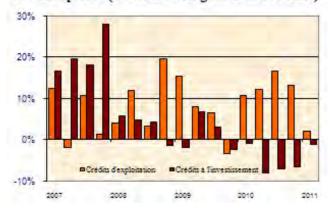
² Ce dispositif est constitué du prêt d'accès à la propriété (PAP), de la prime à l'investissement des ménages (PIM) et du prêt incitatif au logement (PIL). Devant le vif succès rencontré par le PAP, l'enveloppe allouée à cette mesure a été augmentée par deux fois, de 3 milliards de F CFP en décembre 2010 et de 2 milliards en avril 2011.

³ En mars 2011, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 2,8 % en rythme annuel.

Les crédits d'exploitation progressent de 3,4 % sur le trimestre et de 2,1 % sur l'année. Confrontées à des difficultés de trésorerie, les entreprises ont eu davantage recours au découvert¹, leurs comptes ordinaires débiteurs s'inscrivant en hausse de 8,1 % sur les trois derniers mois et de 13,2 % en glissement annuel. En revanche, les crédits de trésorerie se sont repliés de 5 % par rapport à mars 2010.

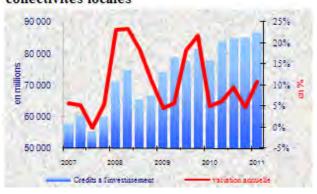
Les crédits d'investissement se sont affichés en baisse de 0,7 % sur le trimestre et de 1,2 % en glissement annuel, compte tenu de la morosité de la conjoncture économique et de perspectives incertaines en matière d'activité pour les entreprises.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Au 31 mars 2011, l'encours sain des crédits aux collectivités locales (89,7 milliards de F CFP) a crû de 1,5 % par rapport à décembre 2010 et de 10,8 % en rythme annuel, soutenu par la hausse des crédits à l'équipement (+ 10,9 % en un an).

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Baisse du coût du crédit aux particuliers mais hausse pour les entreprises

Des enquêtes sur le coût du crédit réalisées par l'IEOM de janvier à février 2011 auprès des établissements de crédit de la place, il ressort une baisse des conditions débitrices pour les particuliers et une légère remontée des taux pour les entreprises.

Le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises a été évalué à 4,81 %, en hausse de 35 points de base en comparaison annuelle. Si le taux des crédits à moyen et long termes a perdu 4 points de base en un an, celui des prêts à court terme en a gagné 71.

En revanche, le coût moyen du crédit aux particuliers a reculé de 102 points de base par rapport à l'enquête de janvier-février 2010, la baisse des taux étant particulièrement sensible pour les prêts personnels d'un montant supérieur à 181 920 F CFP (- 148 pb), les prêts immobiliers (- 48 pb) ainsi que les découverts (-46 pb).

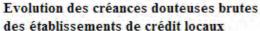
Baisse des engagements dans le secteur de la construction sur le trimestre

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au premier trimestre 2011 une baisse des engagements en faveur du BTP (- 10,9 %), souffrant de l'insuffisance de chantiers structurants, et du secteur primaire (- 3,3 %) affecté par la crise persistante de la perliculture. Seuls l'hôtellerie (+ 6,8 %), profitant de l'embellie du secteur touristique, et les transports (+ 3,4 %) ont observé une hausse significative de leur encours.

Poursuite de la dégradation de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens a continué de se dégrader au cours du premier trimestre 2011. S'élevant à 61 milliards de F CFP à fin mars, les créances douteuses brutes ont enregistré une nouvelle hausse sensible de leur encours : + 14,8 % sur le trimestre et + 47,9 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses représentent désormais 12,5 % de l'encours brut total des établissements de crédit (11 % en décembre 2010 et 8,7 % en mars 2010). Pour sa part, le taux de provisionnement s'est affiché à 46,1 %, contre 55,2 % un an auparavant.

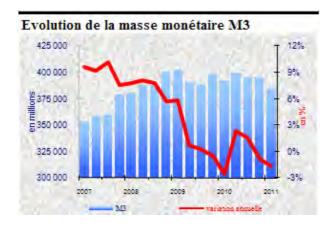
¹ Tendance à nuancer compte tenu des lignes de découverts utilisées par les groupes pétroliers afin de financer l'achat d'hydrocarbures.





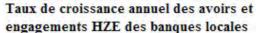
Nouvelle contraction de la masse monétaire

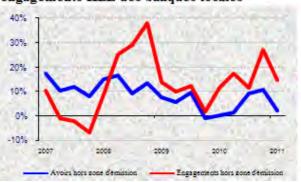
S'établissant à 385,4 milliards de F CFP au 31 mars 2011, la masse monétaire M3 s'est une nouvelle fois repliée, enregistrant une baisse de 1,7 % en glissement annuel (-0,9 % en décembre 2010), en lien avec la diminution de l'encours des dépôts à vue (-3,4 %) et celle des comptes sur livrets (-2,9 %).



Confrontées à un net ralentissement de la collecte de dépôts auprès de leur clientèle, les banques locales ont été contraintes de solliciter davantage de ressources financières auprès de leur maison-mère. Ainsi, au premier trimestre 2011, les engagements hors zone (HZE) du système bancaire ont crû de

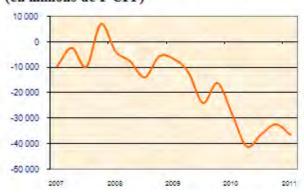
14,6 %. Dans le même temps, leurs avoirs hors zone ont augmenté moins rapidement (+ 10,4 %).





Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'est creusé sur le trimestre comme sur l'année, atteignant -36,8 milliards de F CFP (contre – 28,6 milliards en mars 2010).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

<u>Remarque</u>: La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du Service central des Risques (SCR) de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de FCFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

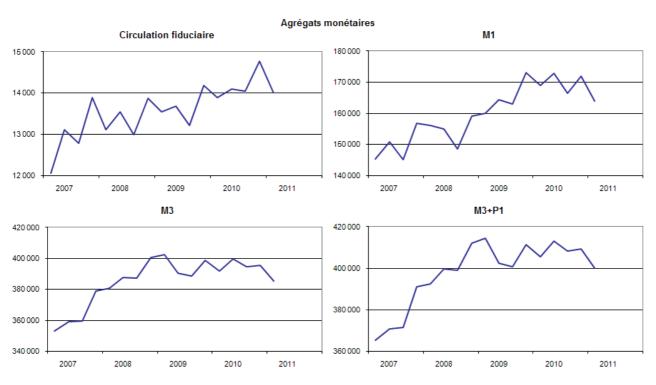
Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	10
Industrie	20
Construction	30
Commerce	40
Hôtellerie - Restauration	52
Transport	51A
Services	51B, 52B, 53

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire				Montants	en millions	s de XPF				Varia	tions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 050	12 063	13 119	13 547	13 890	14 097	14 041	14 781	14 029	-5,1%	1,0%
Billets	9 343	10 264	11 225	11 604	11 894	12 092	12 018	12 731	11 994	-5,8%	0,8%
Pièces	1 707	1 799	1 894	1 944	1 996	2 005	2 023	2 050	2 035	-0,7%	2,0%
Dépôts à vue	121 271	133 434	143 048	146 561	155 183	158 774	152 409	157 218	149 895	-4,7%	-3,4%
TOTAL M1	132 320	145 497	156 167	160 109	169 073	172 871	166 449	171 998	163 924	-4,7%	-3,0%
M2-M1	77 321	71 314	67 068	82 478	110 720	110 362	109 605	109 943	107 585	-2,1%	-2,8%
Comptes sur livrets	77 068	71 083	66 857	82 263	110 493	110 138	109 385	109 713	107 293	-2,2%	-2,9%
Comptes épargne logement	253	231	211	215	227	224	221	230	291	26,8%	28,5%
TOTAL M2	209 641	216 811	223 235	242 587	279 793	283 233	276 054	281 941	271 509	-3,7%	-3,0%
M3-M2	112 627	136 478	157 408	159 950	112 207	116 347	118 681	113 531	113 841	0,3%	1,5%
Dépôts à terme	87 422	124 529	147 197	149 022	105 891	111 979	114 579	109 472	110 474	0,9%	4,3%
Titres de créance négociables	11 667	3 581	2 281	1 629	1 093	383	452	0	30		-97,2%
Bons de caisse	13 538	8 367	7 931	9 299	5 223	3 985	3 649	4 058	3 337	-17,8%	-36,1%
Total M3	322 268	353 289	380 644	402 537	392 001	399 580	394 735	395 472	385 350	-2,6%	-1,7%
P1	12 130	12 088	11 916	11 802	13 496	13 681	13 702	13 860	14 767	6,5%	9,4%
Plans d'épargne logement	12 130	12 088	11 916	11 802	13 496	13 681	13 702	13 860	14 767	6,5%	9,4%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	334 398	365 376	392 559	414 339	405 497	413 261	408 437	409 332	400 117	-2,3%	-1,3%



1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets				Montant	s en millions d	e XPF				Varia	tions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	déc10	1 trim	1 an
En nombre	5 089 416	5 683 011	6 280 105	6 582 580	6 996 073	7 074 629	7 113 131	7 496 831	7 173 974	-4,3%	2,5%
10 000 F CFP	835 709	913 679	995 495	1 024 144	1 070 480	1 089 300	1 079 195	1 139 992	1 073 787	-5,8%	0,3%
5 000 F CFP	452 836	517 348	550 092	530 432	524 310	492 983	473 579	537 095	434 804	-19,0%	-17,1%
1 000 F CFP	2 602 885	2 910 082	3 237 435	3 464 187	3 665 742	3 739 780	3 753 786	3 950 768	3 777 405	-4,4%	3,0%
500 F CFP	1 197 986	1 341 902	1 497 083	1 563 817	1 735 541	1 752 566	1 806 571	1 868 976	1 887 978	1,0%	8,8%
En millions de F CFP	13 823	15 305	16 691	17 140	17 860	17 974	17 817	18 971	17 633	-7,0%	-1,3%
10 000 F CFP	8 357	9 137	9 955	10 241	10 705	10 893	10 792	11 400	10 738	-5,8%	0,3%
5 000 F CFP	2 264	2 587	2 750	2 652	2 622	2 465	2 368	2 685	2 174	-19,0%	-17,1%
1 000 F CFP	2 603	2 910	3 237	3 464	3 666	3 740	3 754	3 951	3 777	-4,4%	3,0%
500 F CFP	599	671	749	782	868	876	903	934	944	1,0%	8,8%

Emissions de pièces				Montar	ts en millions (de XPF				Variat	ions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	déc10	1 trim	1 an
En nombre	149 958 030	157 287 177	164 072 183	169 622 715	174 459 254	175 427 758	176 178 159	177 837 676	178 289 542	0,3%	2,2%
100 F CFP	9 309 481	9 856 518	10 413 534	10 663 871	10 963 270	11 024 295	11 176 454	11 321 076	11 195 572	-1,1%	2,1%
50 F CFP	3 982 292	4 152 549	4 426 050	4 522 307	4 632 190	4 644 692	4 668 943	4 754 696	4 702 935	-1,1%	1,5%
20 F CFP	10 482 215	11 100 239	11 480 495	11 808 006	12 058 046	12 083 314	12 088 384	12 270 412	12 249 174	-0,2%	1,6%
10 F CFP	14 716 995	15 369 496	16 154 958	16 649 916	17 092 558	17 128 580	17 191 594	17 411 073	17 406 657	0,0%	1,8%
5 F CFP	16 947 765	17 743 775	18 598 978	19 335 861	19 903 825	20 012 530	20 072 931	20 256 532	20 301 832	0,2%	2,0%
2 F CFP	39 767 937	41 453 339	43 522 912	45 046 864	46 321 448	46 609 446	46 763 951	47 068 069	47 315 564	0,5%	2,1%
1 F CFP	54 751 345	57 611 261	59 475 256	61 595 890	63 487 917	63 924 901	64 215 902	64 755 818	65 117 808	0,6%	2,6%
En millions de F CFP	1 706	1 798	1 893	1 944	1 996	2 005	2 023	2 050	2 035	-0,7%	2,0%
100 F CFP	931	986	1 041	1 066	1 096	1 102	1 118	1 132	1 120	-1,1%	2,1%
50 F CFP	199	208	221	226	232	232	233	238	235	-1,1%	1,5%
20 F CFP	210	222	230	236	241	242	242	245	245	-0,2%	1,6%
10 F CFP	147	154	162	166	171	171	172	174	174	0,0%	1,8%
5 F CFP	85	89	93	97	100	100	100	101	102	0,2%	2,0%
2 F CFP	80	83	87	90	93	93	94	94	95	0,5%	2,1%
1 F CFP	55	58	59	62	63	64	64	65	65	0,6%	2,6%

1.3 Les contreparties de la masse monétaire

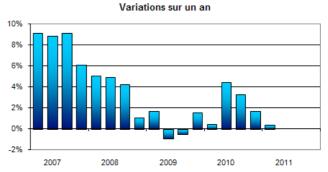
Contreparties de la masse monétaire				Montants	en millions	s de XPF				Variat	ions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	91 111	106 879	122 781	132 127	132 289	131 955	131 631	146 344	135 184	-7,6%	2,2%
Institut d'émission	22 742	26 911	29 271	27 902	37 103	39 631	34 474	34 815	30 053	-13,7%	-19,0%
Etablissements de crédit	68 369	79 968	93 509	104 225	95 187	92 324	97 157	111 529	105 131	-5,7%	10,4%
Créances du Trésor public	9 633	9 178	8 624	8 883	8 051	5 579	4 709	4 709	4 996	6,1%	-37,9%
Concours sur ressources monétaires	221 524	237 232	249 239	261 527	251 660	262 046	258 395	244 419	245 170	0,3%	-2,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	379 089	408 286	435 616	460 294	471 842	478 644	481 681	481 336	480 881	-0,1%	1,9%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	157 565	171 054	186 377	198 767	220 182	216 598	223 286	236 918	235 711	-0,5%	7,1%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	26 686	29 277	32 206	35 214	39 063	37 929	38 541	39 <i>0</i> 33	39 565	1,4%	1,3%
Provisions sur créances douteuses	13 354	15 289	15 369	17 717	22 776	24 121	25 326	26 070	28 137	7,9%	23,5%
Engagements hors zone d'émission	81 441	89 712	97 474	111 121	123 771	133 600	133 640	144 081	141 899	-1,5%	14,6%
Epargne contractuelle	12 130	12 088	11 916	11 802	13 496	13 681	13 702	13 860	14 767	6,5%	9,4%
Divers	23 954	24 688	29 412	22 913	21 076	7 268	12 076	13 873	11 343	-18,2%	-46,2%
Total M3	322 268	353 289	380 644	402 537	392 001	399 580	394 735	395 472	386 321	-2,3%	-1,4%
Position extérieure nette	-13 072	-9 744	-3 965	-6 896	-28 585	-41 276	-36 483	-32 552	-36 768	13,0%	28,6%

2. Les avoirs financiers des agents économiques

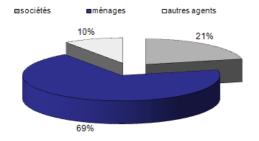
Actifs par agent				Montants	en millions	de XPF				Varia	tions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	iuin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Sociétés	89 050	90 156	99 898	100 418	105 940	108 524	111 778	111 143	103 545	-6,8%	-2,3%
Dépôts à vue	42 087	46 197	51 889	52 444	67 910	64 670	65 997	70 223	59 961	-14,6%	-11,7%
Placements liquides ou à court terme	46 945	42 926	47 332	46 931	37 493	43 318	45 234	40 362	43 169	7,0%	15,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	2	2	0	0	0	0	0	0	1,1%	1,0%
Placements indexés sur les taux du marché	46 945	42 924	47 330	46 930	37 493	43 318	45 234	40 362	43 169	7,0%	15,1%
dont comptes à terme	27 098	30 208	35 519	37 717	32 830	39 375	41 275	36 400	40 144	10,3%	22,3%
dont OPCVM monétaires	3 341	5 357	5 833	2 993	2 234	2 266	2 226	2 116	1 662	-21,5%	-25,6%
dont certificats de dépôts	11 667	3 581	2 281	1 629	1 093	383	452	0	30		-97,2%
Epargne à long terme	18	1 033	677	1 043	537	536	547	557	415	-25,5%	-22,8%
dont OPCVM non monétaires	3	900	548	300	368	364	370	280	151	-45,8%	-58,9%
Ménages	277 197	303 049	314 859	317 760	322 631	326 827	325 611	329 315	329 834	0,2%	2,2%
Dépôts à vue	63 522	70 476	70 721	71 646	73 094	73 862	73 768	72 368	73 892	2,1%	1,1%
Placements liquides ou à court terme	144 091	158 202	173 735	181 996	169 152	171 545	167 368	168 429	165 043	-2,0%	-2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	74 523	68 783	64 578	79 555	107 737	107 751	106 844	106 661	104 769	-1,8%	-2,8%
Livrets ordinaires	74 031	68 552	64 367	79 341	107 511	107 527	106 623	106 431	104 478	-1,8%	-2,8%
Comptes d'épargne logement	253	231	211	215	227	224	221	229	291	26,8%	28,4%
Placements indexés sur les taux du marché	69 568	89 419	109 156	102 441	61 414	63 794	60 524	61 768	60 275	-2,4%	-1,9%
dont comptes à terme	56 651	80 718	98 592	91 247	54 135	58 022	55 406	56 969	55 914	-1,9%	3,3%
dont bons de caisse	8 694	4 587	4 230	4 704	3 886	2 689	2 366	2 211	2 003	-9,4%	-48,5%
dont OPCVM monétaires	4 223	4 114	6 335	6 489	3 394	3 084	2 752	2 589	2 358	-8,9%	-30,5%
Epargne à long terme	69 585	74 371	70 404	64 118	80 386	81 420	84 475	88 518	90 899	2,7%	13,1%
Plans d'épargne logement	12 130	12 088	11 916	11 802	13 496	13 681	13 687	13 845	14 751	6,5%	9,3%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Portefeuille-titres	5 185	3 935	2 550	2 931	5 4 99	5 504	5 637	5 711	5 683	-0,5%	3,3%
OPCVM non monétaires	14 827	15 424	10 165	5 956	6 370	6 066	6 024	6 223	5 982	-3,9%	-6,1%
Contrats d'assurance-vie	37 442	42 925	45 773	43 428	55 020	56 168	59 127	62 739	64 484	2,8%	17,2%
Autres agents	42 200	52 683	53 732	58 108	49 804	54 771	47 352	47 468	46 775	-1,5%	-6,1%
Dépôts à vue	15 662	16 762	20 439	22 471	14 180	20 242	12 643	14 626	16 042	9,7%	13,1%
Placements liquides ou à court terme	11 914	21 530	20 907	24 332	22 681	21 697	21 621	19 663	17 431	-11,3%	-23,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 798	2 529	2 488	2 923	2 982	2 611	2 761	3 281	2 816	-14,2%	-5,6%
Placements indexés sur les taux du marché	9 116	19 001	18 419	21 410	19 699	19 086	18 860	16 382	14 615	-10,8%	-25,8%
dont comptes à terme	3 673	13 603	13 087	20 058	18 926	14 582	17 899	16 103	14 416	-10,5%	-23,8%
Epargne à long terme	14 624	14 391	12 387	11 304	12 943	12 832	13 087	13 178	13 302	0,9%	2,8%
TOTAL	408 448	445 887	468 489	476 285	478 375	490 122	484 741	487 925	480 154	-1,6%	0,4%
Dépôts à vue	121 271	133 434	143 048	146 561	155 183	158 774	152 409	157 218	149 895	-4,7%	-3,4%
Placements liquides ou à court terme	202 949	222 658	241 973	253 259	229 326	236 560	234 224	228 454	225 644	-1,2%	-1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	77 321	71 314	67 068	82 478	110 720	110 362	109 605	109 943	107 585	-2,1%	-2,8%
Placements indexés sur les taux du marché	125 628	151 344	174 905	170 781	118 606	126 198	124 618	118 512	118 059	-0,4%	-0,5%
Epargne à long terme	84 227	89 795	83 468	76 465	93 866	94 787	98 109	102 254	104 616	2,3%	11,5%



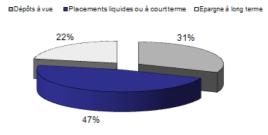




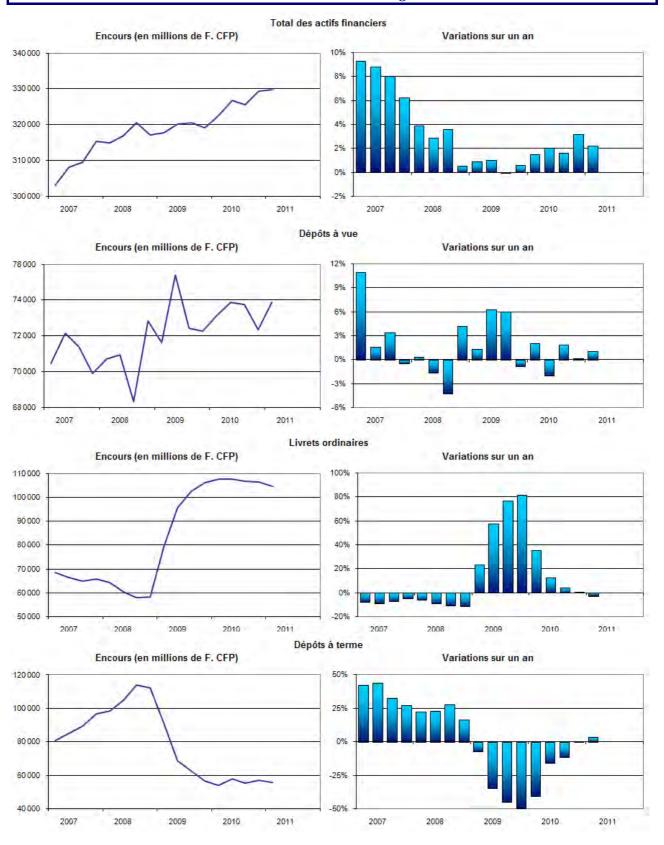
Répartition des actifs financiers par agent économique

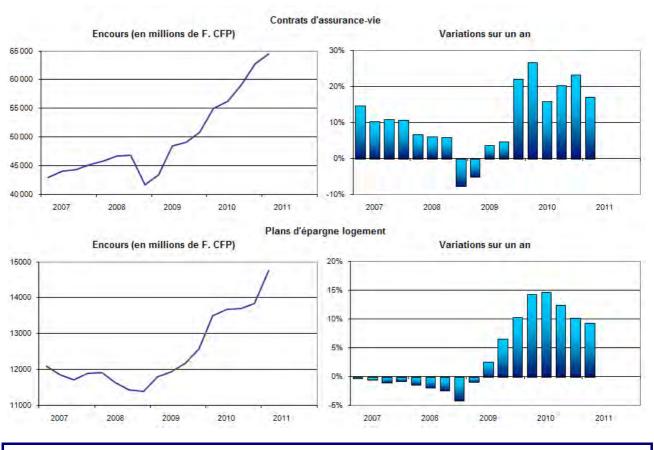


Répartition des actifs financiers par nature

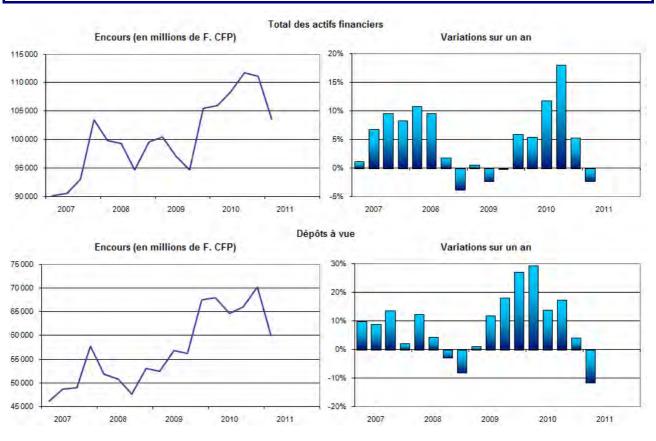


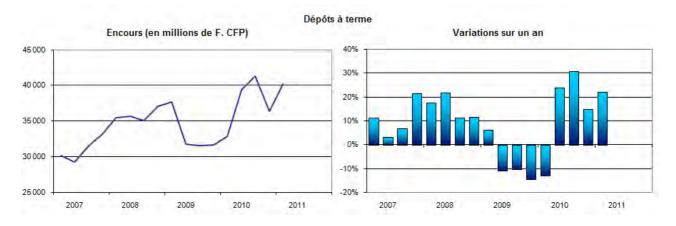
2.1 Les avoirs des ménages





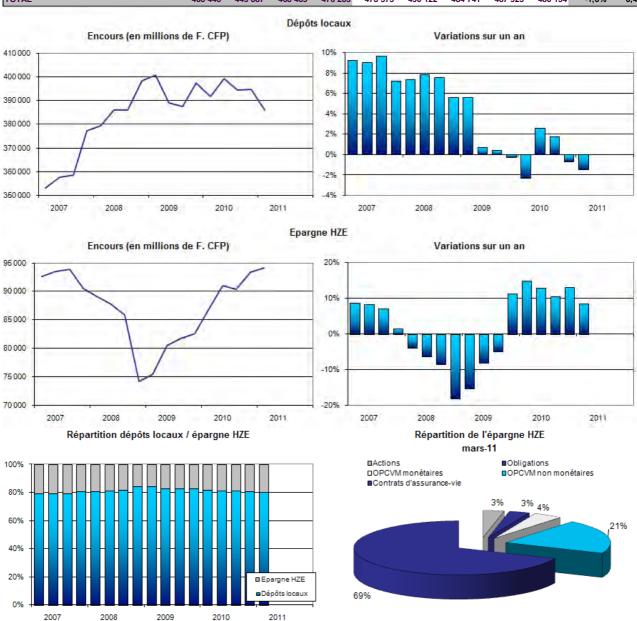






2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature				Montants	en millions	s de XPF				Variat	ions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Dépôts locaux	323 348	353 313	379 440	400 792	391 607	399 165	394 397	394 551	386 088	-2,1%	-1,4%
Dépôts à vue	121 271	133 434	143 048	146 561	155 183	158 774	152 409	157 218	149 895	-4,7%	-3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	89 451	83 402	78 984	94 280	124 216	124 043	123 308	123 803	122 352	-1,2%	-1,5%
Livrets ordinaires	75 320	69 901	65 614	80 792	109 515	110 003	108 981	109 264	107 293	-1,8%	-2,0%
Comptes d'épargne logement	253	231	211	215	227	224	221	230	291	26,8%	28,5%
Plans d'épargne logement	12 130	12 088	11 916	11 802	13 496	13 681	13 702	13 860	14 767	6,5%	9,4%
Dépôts à terme	87 422	124 529	147 197	149 022	105 891	111 979	114 579	109 472	110 474	0,9%	4,3%
Bons de caisse	13 538	8 367	7 931	9 299	5 223	3 985	3 649	4 058	3 337	-17,8%	-36,1%
Titres de créances négociables	11 667	3 581	2 281	1 629	1 093	383	452	0	30	ns	-97,2%
Epargne hors zone d'émission	85 099	92 574	89 049	75 494	86 769	90 958	90 344	93 374	94 067	0,7%	8,4%
Actions	2 653	3 220	2 387	1 627	3 028	2 705	2 827	3 006	3 062	1,8%	1,1%
Obligations	2 778	955	364	2 084	2 764	3 094	3 118	3 055	2 982	-2,4%	7,9%
OPCVM monétaires	13 002	14 866	17 497	10 831	6 399	9 851	5 938	4 981	4218	-15,3%	-34,1%
OPCVM non monétaires	29 225	30 608	23 028	17 524	19 558	19 139	19 335	19 594	19 322	-1,4%	-1,2%
Contrats d'assurance-vie	37 442	42 925	45 773	43 428	55 020	56 168	59 127	62 739	64 484	2,8%	17,2%
TOTAL	408 448	445 887	468 489	476 285	478 375	490 122	484 741	487 925	480 154	-1,6%	0,4%

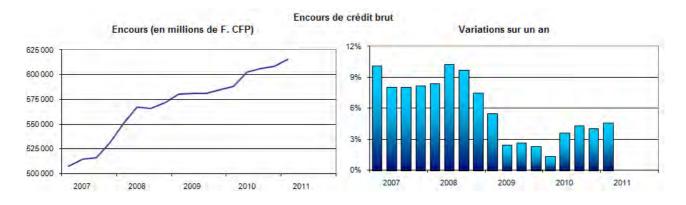


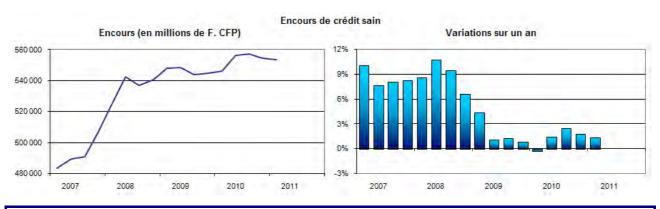
3. L'endettement des agents économiques

Remarque liminaire: L'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) à compter de l'arrêté de juin 2010 a conduit à une révision partielle (de juin 2009 à mars 2010) des données relatives aux encours de crédit.

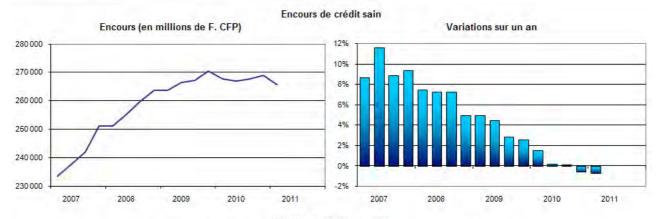
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements				Montants	en millions	s de XPF				Varia	tions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	153 191	172 842	182 044	186 142	191 566	193 160	192 572	187 969	189 847	1,0%	-0,9%
Crédits d'exploitation	61 196	68 766	71 502	82 491	91 213	94 072	95 070	90 037	93 118	3,4%	2,1%
Créances commerciales	2 685	4 066	4 589	3 654	3 422	3 323	2 989	2 934	2 814	-4,1%	-17,8%
Crédits de trésorerie	41 968	37 637	36 551	42 271	49 920	49 787	47 544	47 459	47 433	-0,1%	-5,0%
dont entrepreneurs individuels	6 010	5 296	5 210	4 534	3 979	3 693	4 233	3 889	3 684	-5,3%	-7,4%
Comptes ordinaires débiteurs	16 543	27 063	30 362	36 566	37 871	40 962	44 537	39 644	42 872	8,1%	13,2%
Crédits d'investissement	55 402	64 595	68 280	66 926	66 211	66 470	65 355	65 857	65 411	-0,7%	-1,2%
Crédits à l'équipement	53 146	60 240	64 336	64 934	64 423	64 818	63 864	64 408	64 052	-0,6%	-0,6%
dont entrepreneurs individuels	5 118	5 373	6 057	5 724	5 385	5 461	5 186	5 134	4 919	-4,2%	-8,7%
Crédit-bail	2 255	4 355	3 944	1 992	1 788	1 652	1 491	1 449	1 359	-6,2%	-24,0%
Crédits à l'habitat	12 709	13 790	16 330	20 986	19 651	18 716	18 708	19 351	18 817	-2,8%	-4,2%
Autres crédits	23 884	25 691	25 931	15 739	14 491	13 902	13 438	12 725	12 501	-1,8%	-13,7%
Ménages	214 984	233 671	251 132	263 593	267 637	266 939	267 632	268 990	265 725	-1,2%	-0,7%
Crédits à la consommation	85 333	91 600	99 084	103 424	99 992	98 819	99 016	98 073	94 856	-3,3%	-5,1%
Crédits de trésorerie	77 405	82 789	90 886	95 689	93 389	92 363	92 692	91 640	88 326	-3,6%	-5,4%
Comptes ordinaires débiteurs	5 007	5 975	5 064	5 051	4 349	4 319	4 333	4 427	4 519	2,1%	3,9%
Crédit-bail	2 920	2 836	3 133	2 684	2 254	2 137	1 991	2 006	2 012	0,3%	-10,8%
Crédits à l'habitat	123 698	133 625	144 419	153 783	161 121	162 027	162 549	164 834	164 711	-0,1%	2,2%
Autres crédits	5 953	8 447	7 629	6 386	6 524	6 094	6 067	6 082	6 158	1,2%	-5,6%
Collectivités locales	62 841	65 195	77 066	79 561	80 935	87 066	87 958	88 357	89 684	1,5%	10,8%
Crédits d'exploitation	3 813	4 342	3 137	2 656	559	741	662	625	514	-17,8%	-8,0%
Crédits de trésorerie	3 609	4 2 1 7	3 029	2 512	408	706	554	554	442	-20,2%	8,3%
Comptes ordinaires débiteurs	204	125	108	144	151	35	108	72	72	0,7%	-52,1%
Crédits d'investissement	54 582	57 694	71 017	74 199	77 966	83 852	84 868	85 024	86 480	1,7%	10,9%
Crédits à l'équipement	54 582	57 694	71 017	74 196	77 963	83 852	84 868	85 022	86 480	1,7%	10,9%
Crédit-bail	0	0	0	4	3	0	0	2	0	-100,0%	-100,0%
Crédits à l'habitat	1 148	1 852	1 813	1 823	1 758	1 757	1 755	2 069	2 067	-0,1%	17,6%
Autres crédits	3 298	1 307	1 098	883	651	716	672	639	623	-2,5%	-4,4%
Autres agents de CCB non ventilés	8 562	11 942	14 863	18 545	6 243	9 100	9 079	9 257	8 321	-10,1%	33,3%
Total encours sain	439 577	483 650	525 104	547 841	546 381	556 265	557 240	554 573	553 577	-0,2%	1,3%
Créances douteuses brutes	21 520	24 022	25 359	32 772	42 141	46 061	48 928	54 081	62 167	15,0%	47,5%
Créances douteuses nettes	8 166	8 733	9 880	14 946	19 255	21 831	23 492	27 901	33 796	21,1%	75,5%
dont entreprises	3 921	4 003	4 811	8 2 1 3	12 986	15 456	17 533	22 377	25 345	13,3%	95,2%
dont ménages	3 609	4 539	5 030	6 397	6 244	6 262	5 946	5 490	8 383	52,7%	34,3%
Provisions	13 354	15 289	15 479	17 827	22 886	24 231	25 436	26 180	28 371	8,4%	24,0%
Total encours brut	461 097	507 672	550 463	580 614	588 521	602 326	606 168	608 654	615 744	1,2%	4,6%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,7%	4,6%	5,6%	7,2%	7,6%	8,1%	8,9%	10,1%	1,2 pt	2,9 pts
Taux de provisionnement	62,1%	63,6%	61,0%	54,4%	54,3%	52,6%	52,0%	48,4%	45,6%	-2,8 pts	-8,7 pts

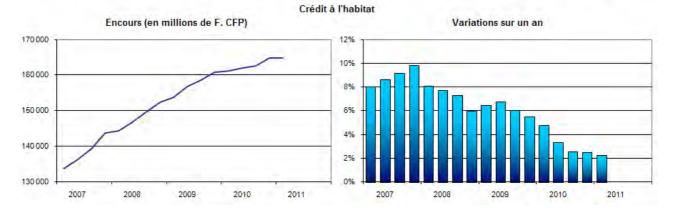


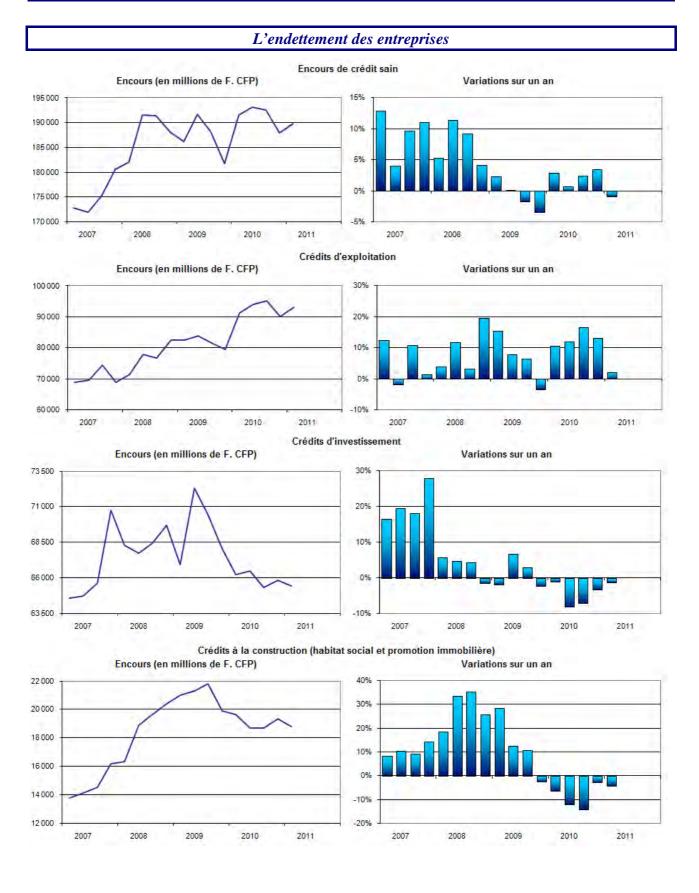


L'endettement des ménages

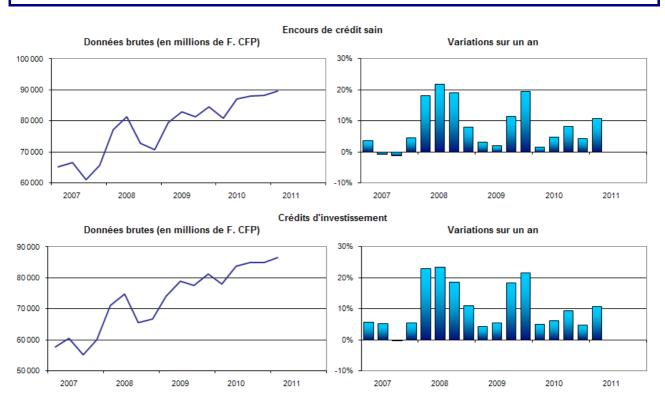








L'endettement des collectivités locales



3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux				Montants	en millions	s de XPF				Varia	itions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	147 719	159 568	168 666	173 246	180 555	181 645	181 053	176 665	178 160	0,8%	-1,3%
Crédits d'exploitation	61 196	68 510	71 292	82 291	91 024	93 886	94 874	89 913	92 198	2,5%	1,3%
Créances commerciales	2 685	4 066	4 589	3 654	3 422	3 323	2 989	2 934	2 814	-4,1%	-17,8%
Crédits de trésorerie	41 968	37 463	36 426	42 271	49 920	49 787	47 544	47 459	47 433	-0,1%	-5,0%
dont entrepreneurs individuels	6 010	5 296	5 210	4 534	3 979	3 693	4 233	3 889	3 684	-5,3%	-7,4%
Comptes ordinaires débiteurs	16 543	26 981	30 277	36 366	37 682	40 777	44 341	39 521	41 951	6,1%	11,3%
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	50 791	52 251	55 651	54 592	55 581	55 333	54 225	54 868	54 837	-0,1%	-1,3%
Crédits à l'équipement	48 536	50 192	53 790	52 928	54 086	53 970	53 020	53 713	53 768	0,1%	-0,6%
dont entrepreneurs individuels	5 118	5 360	6 047	5 718	5 382	5 457	5 163	5 102	4 892	-4,1%	-9,1%
Crédit-bail	2 255	2 059	1 860	1 663	1 495	1 363	1 205	1 156	1 069	-7,5%	-28,5%
Crédits à l'habitat	12 709	13 790	16 330	20 986	19 651	18 716	18 708	19 351	18 817	-2,8%	-4,2%
Autres crédits	23 023	25 016	25 393	15 378	14 299	13 710	13 246	12 532	12 309	-1,8%	-13,9%
Ménages	192 828	207 570	222 362	233 009	235 815	234 475	235 516	235 055	231 527	-1,5%	-1,8%
Crédits à la consommation	81 923	87 630	94 795	98 745	94 678	93 455	93 602	92 498	89 370	-3,4%	-5,6%
Crédits de trésorerie	73 995	78 820	86 597	91 011	88 074	86 999	87 278	86 064	82 844	-3,7%	-5,9%
Comptes ordinaires débiteurs	5 007	5 975	5 064	5 050	4 349	4 319	4 333	4 427	4 519	2,1%	3,9%
Crédit-bail	2 920	2 836	3 133	2 684	2 254	2 137	1 991	2 006	2 007	0,1%	-11,0%
Crédits à l'habitat	104 980	111 493	119 938	127 878	134 614	134 927	135 847	136 475	135 999	-0,3%	1,0%
Autres crédits	5 924	8 447	7 629	6 386	6 524	6 094	6 067	6 082	6 158	1,2%	-5,6%
Collectivités locales	8 828	5 925	5 511	4 439	8 333	8 706	8 387	8 449	8 502	0,6%	2,0%
Crédits d'exploitation	3 813	2 672	2 286	1 224	559	741	662	625	514	-17,8%	-8,0%
Crédits de trésorerie	3 609	2 547	2 177	1 080	408	706	554	554	442	-20,2%	8,3%
Comptes ordinaires débiteurs	204	125	108	144	151	35	108	72	72	0,7%	-52,1%
Crédits d'investissement	2 854	2 837	2 837	2 848	7 444	7 572	7 377	7 196	7 377	2,5%	-0,9%
Crédits à l'équipement	2 854	2 837	2 837	2 848	7 444	7 572	7 377	7 196	7 377	2,5%	-0,9%
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	75	72	68	69	67	66	379	377	-0,5%	450,0%
Autres crédits	2 161	341	317	299	261	326	282	249	233	-6,4%	-10,9%
Autres agents de CCB non ventilés	8 562	11 942	14 456	17 204	5 832	8 689	8 668	8 846	7 910	-10,6%	35,6%
Total encours sain	357 936	385 005	410 995	427 899	430 535	433 515	433 623	429 015	426 099	-0,7%	-1,0%
Créances douteuses brutes	20 545	23 253	24 620	32 396	41 252	45 113	48 059	53 177	61 025	14,8%	47,9%
Créances douteuses nettes	7 191	7 964	9 251	14 679	18 476	20 992	22 733	27 107	32 887	21,3%	78,0%
dont entreprises	3 701	3 975	4 424	8 213	12 584	15 077	17 146	21 859	24 827	13,6%	97,3%
dont ménages	3 337	3 798	4 789	6 130	5 867	5 892	5 574	5 2 1 4	7 993	53,3%	36,2%
Provisions	13 354	15 289	15 369	17 717	22 776	24 121	25 326	26 070	28 137	7,9%	23,5%
Total encours brut	378 481	408 258	435 616	460 294	471 787	478 627	481 682	482 192	487 124	1,0%	3,3%
Taux de créances douteuses	5,4%	5,7%	5,7%	7,0%	8,7%	9,4%	10,0%	11,0%	12,5%	1,5 pt	3,8 pts
Taux de provisionnement	65,0%	65,7%	62,4%	54,7%	55,2%	53,5%	52,7%	49,0%	46,1%	-2,9 pts	-9,1 pts

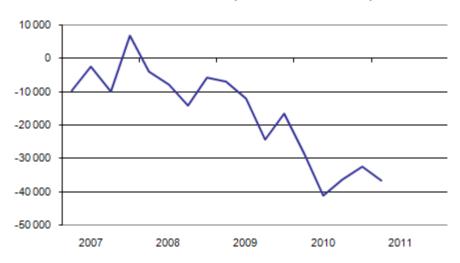


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources				Montants	en millions	de XPF				Varia	tions
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Emplois	392 399	422 527	450 274	477 438	490 923	511 677	502 961	499 870	496 431	-0,7%	1,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	379 089	408 286	435 616	460 294	471 842	478 644	481 681	481 336	480 881	-0,1%	1,9%
Réserves obligatoires et libres	13 310	14 241	14 658	17 144	19 081	33 033	21 280	18 533	15 551	-16,1%	-18,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ressources	392 399	422 527	450 274	477 438	490 923	511 677	502 961	499 870	496 431	-0,7%	1,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	309 226	339 087	365 341	386 363	377 580	387 692	383 877	383 592	375 441	-2,1%	-0,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	40 040	44 566	47 576	52 931	61 839	62 049	63 867	65 103	67 702	4,0%	9,5%
Excédent des opérations diverses des EC	23 098	24 077	30 927	25 927	20 513	18 461	16 835	15 586	13 242	-15,0%	-35,4%
Réescompte	6 962	5 052	2 465	5 321	2 407	2 199	1 898	3 037	3 278	7,9%	36,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	13 072	9 744	3 965	6 896	28 585	41 276	36 483	32 552	36 768	13,0%	28,6%

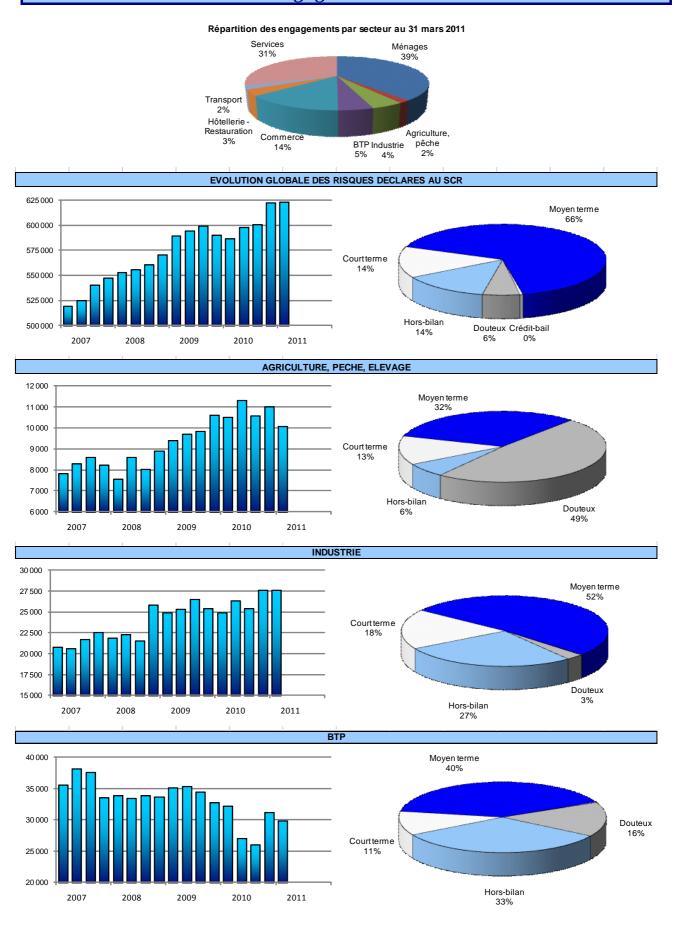
Position extérieure nette (en millions de F CFP)

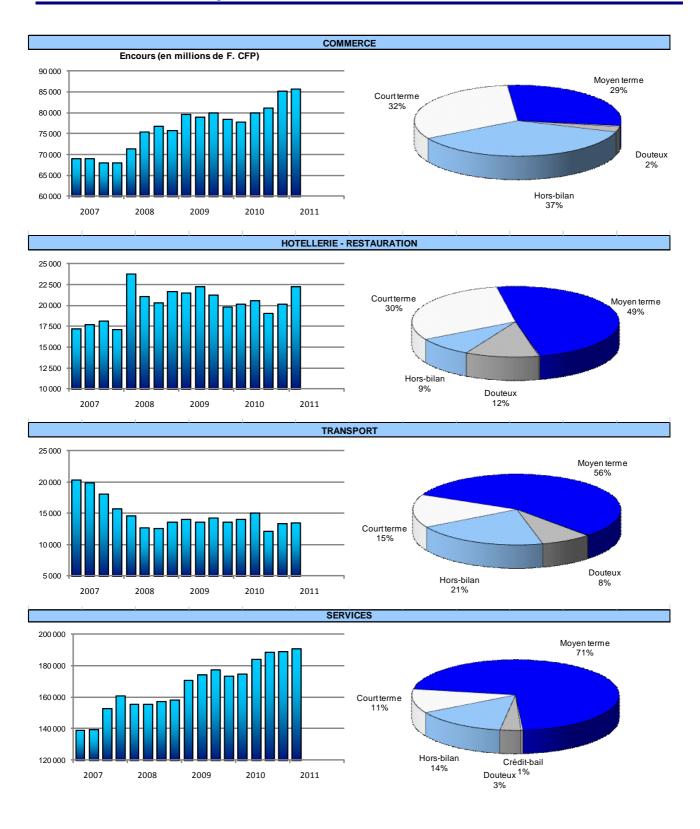


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept10	déc10	mars-11	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 949	4 823	5 242	4 472	4 960	5 651	5 863	6 209	6 367	2,5%	28,4%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 512	1 593	1 250	1 454	1 464	1 573	1 638	1 295	1 452	12,1%	-0,8%
Taux d'éligibilité	31%	33%	24%	33%	30%	28%	28%	21%	23%	-	-
Refinancement	6 750	5 883	4 606	5 303	3 899	2 408	2 199	1 897	3 037	60,1%	-22,1%
Engagements à court terme	2 086	1 945	2 036	2 744	1 523	1 152	1 095	980	1 706	74,1%	12,0%
Engagements à moyen terme	4 665	3 938	2 570	2 559	2 376	1 256	1 104	917	1 331	45,1%	-44,0%

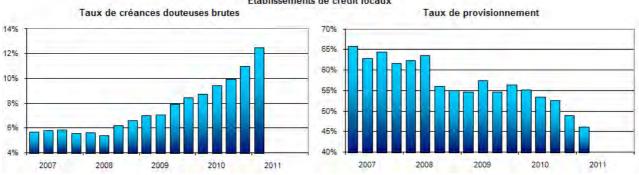
5. Les engagements sectoriels





6. Les indicateurs de vulnérabilité





7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	1er trim.	1er trim.	1er trim.	1er trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	Varia	tions
	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2010	2010	2011	1 trim	1 an
En nombre	3 016 273	3 046 561	3 090 543	15 485 031	2 875 712	2 896 451	2 976 689	3 189 574	2 853 896	-10,5%	-0,8%
Chèques	1 565 735	1 525 085	1 466 328	13 846 946	1 351 047	1 350 796	1 388 708	1 450 507	1 304 060	-10,1%	-3,5%
Virements	374 853	393 002	426 536	444 444	449 271	493 321	488 097	556 660	456 580	-18,0%	1,6%
Effets et avis de prélèvements	433 928	450 413	469 212	458 602	340 152	303 294	337 296	359 391	365 517	1,7%	7,5%
Opérations monétiques	430 627	630 124	682 339	686 845	708 632	723 104	735 991	794 613	696 754	-12,3%	-1,7%
Autres	211 130	47 937	46 128	48 194	26 610	25 936	26 597	28 403	30 985	9,1%	16,4%
En millions de F CFP	253 699	258 835	267 939	272 979	268 412	257 677	287 363	288 849	258 401	-10,5%	-3,7%
Chèques	127 988	127 312	123 677	117 512	121 792	103 997	120 471	117 729	107 645	-8,6%	-11,6%
Virements	102 603	108 922	120 740	131 129	123 523	131 664	144 251	147 818	128 867	-12,8%	4,3%
Effets et avis de prélèvements	13 799	14 628	15 320	15 900	14 786	14 062	14 540	14 555	14 297	-1,8%	-3,3%
Opérations monétiques	4 670	5 849	6 250	6 206	6 377	6 484	6 623	7 275	6 109	-16,0%	-4,2%
Autres	4 638	2 123	1 953	2 232	1 933	1 470	1 479	1 472	1 483	0,7%	-23,3%

8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE	L'IEOM
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%
Taux de l'escompte de chèque	2,00%

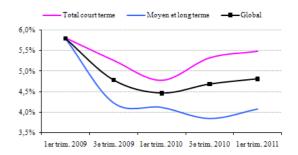
TAUX D'INTERET LEGAL							
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%						
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%						
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%						

8.2 Les principaux taux de marché



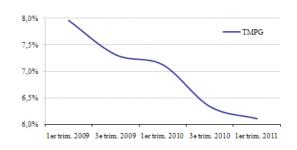
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	ler trim. 2009	3e trim. 2009	ler trim. 2010	3e trim. 2010	ler trim. 2011	Variation annuelle
Total court terme	5,81%	5,26%	4,77%	5,32%	5,48%	71 pb
Moyen et long terme	5,79%	4,23%	4,12%	3,85%	4,08%	-4 pb
Global	5,80%	4,78%	4,46%	4,68%	4,81%	35 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	ler trim. 2009	3e trim. 2009	ler trim. 2010	3e trim. 2010	ler trim. 2011	Variation annuelle
Prêts immobiliers	6,03%	5,54%	5,23%	4,97%	4,75%	-48 pb
Prêts immobiliers	6,63%	5,65%	-	5,30%	4,05%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	12,00%	12,68%	13,29%	12,49%	13,39%	10 pb
Découverts	9,97%	9,64%	9,25%	8,55%	8,79%	-46 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	8,55%	7,78%	8,08%	6,88%	6,60%	-148 pb
TMPG	7,96%	7,31%	7,12%	6,33%	6,10%	-102 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n $^{\circ}$ 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Particuliers	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%	5,61%
- Prêts à taux variable	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%	5,01%
- Prêts relais	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%	5,99%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%	21,47%*
- Découverts en compte, prêts permanents et financements					
d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%	19,53%*
181.920 XPF					
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920	8,85%	8.61%	8,15%	7.77%	8,03%*
XPF	0,0570	3,0170	3,1070	7,7770	2,0070

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%	9,27%	9,05%	8,01%	9,12%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,32%	4,99%	5,09%	4,97%	5,01%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,75%	6,25%	5,79%	5,65%	5,77%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,73%	5,93%	5,60%	5,63%	5,65%

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011	2e trim. 2011
Découverts en compte	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%	13,77%

^{*}applicables du ler mai au 30 juin 2011 dans les collectivités d'outre-mer

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE Responsable de la rédaction : Max REMBLIN Editeur : IEOM - Etablissement public Achevé d'imprimer le 20 juin 2011 Dépôt légal : 20 juin 2011 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française 21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503 Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli 75001 PARIS

Tél: (33) 1 53 44 41 41 Fax: (33) 1 43 47 51 34 E-mail: contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République BP 1758 98845 Nouméa Cedex

E-mail: agence@ieom.nc Tél.: (687) 27.58.22 Fax: (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau BP 583 98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf Tél. : (689) 50.65.00 Fax : (689) 50.65.03



Agence de-Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu 98600 Uvea Wallis-et-Futuna

E-mail: ieomwf@mail.wf Tél.: (681) 72.25.05 Fax: (681) 72.20.03